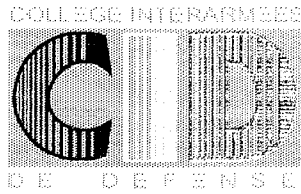
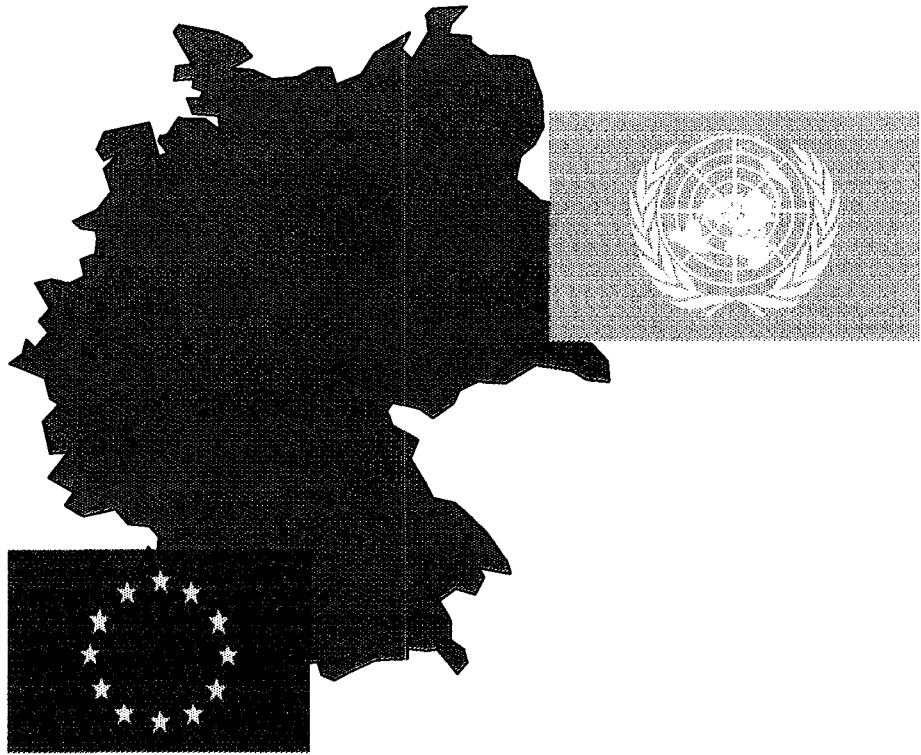


1997 - 1105



MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE



LA POSITION INTERNATIONALE DE LA NOUVELLE ALLEMAGNE

5^{ème} Promotion 1997/1998
Division C / Groupe C2
Décembre 1997

Lieutenant Colonel
PETRASSI Stefano

L'écroulement de l'Union Soviétique a entraîné des modifications de la carte politique européenne. Parmi les plus importantes, on peut relever la naissance d'un sujet politique tout à fait «nouveau», dont l'existence même avait été niée à la fin de la deuxième guerre mondiale: l'Allemagne. Dans «La position internationale de la nouvelle Allemagne» on cherche de dégager, au moyen d'une lecture des choix et des décisions de politique étrangère qui ont suivi l'unification des Länder orientaux, quelle est la géopolitique de la République Fédérale d'Allemagne. L'Allemagne dans l'époque contemporaine a mené une politique de puissance bâtie sur une certaine vision de son rôle et de sa position géographique au sein du continent européen. Le moyen utilisé à cet effet a été la force militaire. Quels sont aujourd'hui les lignes directrices de la géopolitique allemande et les moyens utilisés pour la concrétiser?

L'analyse se développe en trois parties :

- l'Allemagne dans le nouvel espace politique européen;
- le recouvrement de la souveraineté nationale : l'Allemagne «nain» politique et «géant» économique?
- la projection globale des intérêts économiques allemands et la revendication d'un nouveau statut international.

La réunification allemande a été si soudaine qu'un véritable choc est intervenu parmi les élites et dans l'opinion publique du pays : cela a eu comme conséquence que certains choix de politique étrangère ont donné l'impression d'une réticence allemande à assumer des responsabilités accrues dans les relations internationales. En réalité, dans un monde dominé par la globalisation des échanges et des informations l'Allemagne n'est plus un compétiteur global qui lance son défi au moyen de sa force militaire mais un pays qui consolide sa sécurité et ses intérêts en utilisant la stratégie indirecte économique et en obtenant le consensus au moyen de l'intégration .

SOMMAIRE

Introduction.....	p.1
1 .L'Allemagne dans le nouvel espace politique européen	1
2 . Le recouvrement de la souveraineté nationale : l'Allemagne.....	2
« nain » politique et « géant » économique ?	
3 . Les lignes directrices de la politique étrangère de l'Allemagne.....	5
4 . La projection globale des intérêts économiques allemands.....	6
et la revendication d'un nouveau statut international	
Conclusion.....	8

Introduction .

Un très connu historien allemand , Ernst Nolte , a publié il y a quelques années un essai consacré à l'image que les Allemands ont d'eux mêmes , dont le titre est , significativement , «Un passé qui ne passe pas» . Ce titre pourrait bien résumer l'histoire et le destin de l'Etat allemand . Pour la troisième fois dans notre siècle , l'espace politique européen a connu un profond bouleversement ; de fortes tensions ont secoué la carte politique de l'Europe et le centre de telles tensions a toujours été l'Allemagne .

L'histoire ne connaît pas de constantes ; cependant , on ne peut pas nier que , dans le passé , l'Allemagne a joué un rôle décisif sur les événements politiques en Europe et dans le monde . Cela a toujours été la conséquence d'une géopolitique bâtie sur l'histoire et la position géographique , qui a volontairement recouru à la force pour s'affirmer dans un environnement international «hostile» et obtenir , de cette façon , une modification des frontières qui correspondait à la vision que les élites au pouvoir avaient du rang , du rôle et des intérêts de l'Allemagne .

La reconstitution au coeur de l'Europe continentale d'un état traditionnellement hégémonique pose la question , à laquelle cette étude cherche à répondre : derrière les vagissements timides d' un géant de 80 millions d' habitants , puissance économique , financière et industrielle de premier plan , carrefour d'importants flux de biens , de personnes et de renseignements entre l'Europe de l'ouest et celle de l' est , marqué encore par le souvenir de son passé récent , et malgré l'image affichée par ses dirigeants visant à maintenir dans ses relations internationales un profil « bas » , peut-on reconnaître les lignes directrices d'une géopolitique consciente et correspondant au rôle de puissance régionale en Europe et de puissance économique mondiale ?

1 . L'Allemagne dans le nouvel espace politique européen .

Si on considère l'évolution la plus récente des événements qui ont concerné l'Allemagne pendant les années 90 , on peut remarquer qu'émergent trois données fondamentales :

- le recouvrement de la souveraineté nationale complète et la reconquête de la traditionnelle centralité politique dans le continent européen , conséquences de la défaite soviétique dans la guerre froide ;
- l'éloignement de la menace géostratégique primaire constituée par les forces conventionnelles et nucléaires du Pacte de Varsovie ;
- le caractère continental et , en perspective , global des intérêts économiques et financiers allemands .

Les deux premiers facteurs ont restitué quasi entièrement à l'Allemagne sa propre liberté d'action en Europe : aujourd'hui , en effet , l'Allemagne ne doit plus prendre en compte l'occupation soviétique et n'est plus contrainte à compter sur l'OTAN pour sa propre survie , même si l'Alliance Atlantique demeure fondamentale pour d'autres raisons .

Le troisième facteur est en train de pousser l'Allemagne à accroître sa présence sur la scène politique internationale , en constituant un facteur déterminant de sa politique étrangère .

La «zone mark» et le rôle de l'économie allemande dans le contexte de l' Europe unie constituent un fait acquis : l'influx économique crée un espace à la fois économique et

politique , ce qui se traduit , sur le plan de la politique étrangère , dans la prise en charge du rôle de leader du projet de Maastricht et de catalyseur de l'unification du continent européen à l'est (Ostorientierung) . La projection à l'échelle continentale et mondiale de l'économie et de la finance allemandes , par contre , se produit dans un contexte particulièrement difficile à cause de l'augmentation de la compétition géoéconomique entre les puissances industrielles majeures et de la multiplication des sources d'instabilité et de conflit et des foyers de crise .

A ce stade délicat de leur effort , les investisseurs publics et privés allemands ont , évidemment , besoin du soutien de l'état et de la garantie d'un environnement international favorable au développement de leurs initiatives , c'est à dire stable et pacifique . Le gouvernement allemand ne peut pas s'attendre à ce que ses intérêts nationaux soient réalisés à bon compte par les alliés atlantiques et communautaires , devenus , en partie , des rivaux . D'autre part , le concours allemand à la protection internationale des intérêts partagés par ses alliés sera de plus en plus fréquemment requis . La délégation américaine en matière d'affaires européennes à l'Allemagne , condensée dans la formule «partnership in leadership», très clairement exprimé par le président Clinton , constitue un signal évident dans cette direction . Cela entraîne un accroissement du rôle international , tout en conditionnant la politique étrangère et de sécurité nationale . Dans ce contexte , et dans le but de la poursuite des intérêts nationaux , l'utilisation des alliances et des instances internationales multilatérales auxquelles l'Allemagne participe constituera un élément déterminant .

Les trois facteurs évoqués plus haut , contribuant au développement d'une certaine «weltanschauung» et «raumschauung» parmi les élites et l'opinion publique allemandes , constituent autant d'axes autour desquelles se définit et se dessine la nouvelle géopolitique nationale .

2 . Le recouvrement de la souveraineté nationale : l'Allemagne « nain » politique et « géant économique » ?

Willy Brandt avait qualifié son pays de « nain » politique et de « géant économique » . La réunification de l'Allemagne , entre 1989 et 1990 , a été sûrement l'un des événements parmi les plus importants qui se sont produits en Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale . Fortement voulue par les Allemands et freinée jusqu'au dernier moment par certains des alliés plus proches de la République Fédérale (Royaume Uni et France) la réunification nationale est apparue essentiellement comme une victoire de la géoéconomie sur la géostratégie . La République Démocratique Allemande a été simplement achetée par le gouvernement de Bonn , qui l'a payée avec un plan massif d'aides économiques à l'Union Soviétique . La gestion du processus a été la première manifestation de la capacité recouvrée de poursuivre de façon autonome la réalisation d'un propre intérêt national .

Une fois achevée , la réunification allemande a immédiatement déployé des effets puissants sur tout le continent européen . La reconstitution dans le coeur du continent européen d'un état allemand unitaire s'est avéré un événement fort déstabilisant . Même si , à moyen-long terme , la nouvelle Allemagne pourra constituer un élément important de stabilité , pendant ses premières années de vie elle a projeté de l'instabilité partout , aussi bien à l'ouest qu' à l'est . La Communauté Européenne a dû tenir compte des efforts financiers engagés par le gouvernement de Bonn dans le cadre de la reconstruction de l'économie de l'Allemagne de l'est .

La République Fédérale a dû sensiblement accroître ses dépenses et la Bundesbank a tenté d'atténuer les inévitables tensions inflationnistes en élevant les taux d'intérêt sur le mark . Le résultat a été un mélange détonant qui s'est traduit par un drainage net d'épargne européenne par l'Allemagne et , ensuite , dans la forte réévaluation du mark entre 1992 et 1994. Ce transfert de ressources des partenaires européens vers

l'Allemagne a virtuellement détruit le SME . Vis-à-vis de la perception d'un nouvel équilibre en Europe , déterminé par l'incapacité ou l'impossibilité d'équilibrer le poids géoéconomique de l'Allemagne réunifiée , les électeurs danois et français ainsi que les parlementaires euro-sceptiques britanniques ont tiré la sonnette d'alarme vers les gouvernements respectifs .Une Allemagne sur la voie de la suprématie dans l'Union Européenne et capable d'imposer son modèle de développement et ses propres règles du jeu à l'ensemble des Quinze n'est pas appréciée .

Le caractère objectivement déstabilisant de la nouvelle puissance allemande a aussi émergé à l'est pendant les événements qui ont conduit à l'effondrement de la Fédération Yougoslave et de la Tchécoslovaquie . En effet , c'est surtout dans le but d'accélérer leur intégration dans le noyau le plus riche ce la Communauté Européenne que les élites slovènes , croates et tchèques ont activé le mécanisme qui a conduit à l'effondrement de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie . L'Allemagne a été non seulement l'aimant économique mais aussi le protagoniste politique de ce processus , en fournissant à la cause des sécessionnistes son soutien diplomatique . Une fois en guerre avec Belgrade, la Croatie et la Slovénie ont été aidées surtout , Autriche mise à part , par la Bavière (l'un des Laenders parmi les plus puissants) au moyen aussi bien des mécanismes de concertation politique de la Communauté «Alpe Adria» que de la pression exercée par la CSU sur l'action du Chancelier Kohl et de son Ministre des Affaires Etrangères Genscher. Soumis à ces pressions directe et indirecte , auxquelles se rajoutait celle de l'ensemble des médias , le gouvernement de Bonn a abandonné son initiale neutralité et a forcé tous les membres de la Communauté Européenne à reconnaître l'indépendance des deux nouvelles républiques .

Vis-à-vis de la Tchécoslovaquie , le caractère polarisateur et désagrégateur de la puissance allemande s'est manifesté dans l'influence exercée sur les décisions de politique économique prise par le gouvernement de Prague . Afin de faciliter la pénétration des capitaux allemands en Bohême et la rapide réintégration de cette région dans l'aire économique allemande , Vaclav Klaus n'a pas hésité à adopter de drastiques mesures de réforme qui , si elles ont accéléré la reprise tchèque , ont durement frappé les intérêts de la Slovaquie , qui désireait garder le rôle traditionnellement occupé de carrefour des échanges dans la région danubienne , entraînant , de la part de Bratislava, le « parent pauvre » de la Fédération Tchécoslovaque , la demande de «divorce» .

De telles modifications de la carte politique de l'Europe ne se seraient jamais produites sans l'écroulement de l'empire soviétique et la création , dans le centre de l'Europe , d'un puissant bloc d'énergies politico-économiques . La disparition du rideau de fer et de la bipartition artificielle du continent a réactivé l'ancienne Mitteleuropa , qui a toujours été une aire instable , théâtre d'expansion et d'affrontement entre l'Etat devenu la principale puissance de l'Europe centro-occidentale et la Russie . Aujourd'hui , ce n'est plus la Russie , trop faible , qui empêche l'élargissement des frontières allemandes jusqu'aux limites de la sphère d'influence économique-politique de l'Allemagne mais , plutôt , l'exceptionnelle sensibilité qui existe vis-à-vis de toute hypothèse relative à leur modification . Personne , en effet , n'accepterait un nouveau révisionnisme allemand , même sous forme de la simple réintégration de biens arrachés aux citoyens allemands à la fin de la deuxième guerre mondiale , comme l'ont montré les négociations avec les Tchèques concernant l'affaire des Sudètes .

L'Allemagne, pour l'instant , est assez efficacement coincée par les institutions atlantiques et européennes , ainsi que par une certaine auto-limitation de son opinion publique et d'une partie de son élite intellectuelle ; auto-limitation qui , d'ailleurs , est en train de s'atténuer de façon significative . Encore qu'elle soit coincée par les susdits conditionnements intérieurs et internationaux , l'Allemagne est en train de rapidement occuper le vide de pouvoir qui s'est créé dans la Mitteleuropa , tout en recouvrant sa position centrale continentale et en exploitant à fond son rôle de pont entre le Nord et le

Sud , l'Est et l'Ouest . Elle est déjà redevenue une puissance baltique et , grâce au rôle joué dans le conflit balkanique , elle est en train de se proposer comme puissance méditerranéenne . Elle est tournée là où elle a toujours été depuis les temps du Saint Empire Romain Germanique , au centre de l'Europe : il n'y a , donc , aucune raison de douter que les Allemands recommencent à exercer dans la région centro-européenne la fonction qu'ils ont toujours développée , à savoir de dominer , organiser et élargir l'espace centro-européen . A ce but plusieurs outils , dont l'emploi aboutira de facto à un élargissement des frontières , pourront être utilisés . Même si les frontières ne peuvent pas bouger , elles connaissent une certaine porosité grâce à l'euroregionalisme activé par des landers frontaliers - comme la Bavière , qui est en train de développer le projet de l'Euroregio Egrensis , et le Baden-Wurtemberg , qui vise à la constitution d'une eurorégion rhénane comprenant l'Alsace - et les associations des évacués des territoires perdus après 1945 . Dans le contexte du régionalisme , en effet , il est possible de projeter au delà des frontières des formes d'influence politique directe .

Où elle ne réussira pas avec l'euroregionalisme , l'Allemagne tirera profit de sa diplomatie et de sa puissance financière . En juillet 1995 , le Chancelier Kohl est allé à Varsovie pour rassurer le gouvernement polonais au sujet de son entrée dans l'OTAN et dans l'Union Européenne dans l'année 2000 . Des liens diplomatiques et économiques de plus en plus étroits , en outre , sont en train de renforcer de jour en jour les relations entre l'Allemagne et l'Ukraine , la Hongrie , la République Tchèque , la Slovénie et la Croatie . Dans ce contexte , la Bundeswehr sera de plus en plus employée comme partie intégrante d'une politique étrangère nationale multidimensionnelle , comme pion diplomatique ou comme protection de zones déjà intégrées dans la sphère géoéconomique allemande . Ceci est la signification de la participation de la Bundeswehr à la Partnership for Peace et , surtout , aux opérations aéroterrestres conduites par l'OTAN en Bosnie avant et après les accords de Dayton .

Le développement géopolitique allemand à partir de l'«heartland» européen se produit avec des modalités différentes dans les différentes directions .

Vers l'Ouest , il se concrétise sous forme de recherche d'un «leadership» dans la Communauté Européenne . La restructuration géopolitique de l'espace communautaire européen , l'architecture des institutions européennes , la politique étrangère des Quinze ainsi que l'avenir de l'Alliance Atlantique sont les éléments que les Allemands veulent conditionner dans un sens qui leur soit favorable. Les rapports de coopération et de confrontation avec les Etats Unis et la France constituent les points critiques que l'Allemagne doit aborder afin de concrétiser cette stratégie , alors que les relations avec Londres et Rome semblent reléguées dans un rôle marginal .

Vers l'Est , au contraire , l'expansion de l'Allemagne se réalise par les formes , plus simples et classiques , d'une colonisation économique et politique d'espaces «vides» avec le consensus des Etats Unis . L'existence d'un accord entre Washington et Bonn , dont l'existence avait été soupçonnée depuis le début des années 90 , s'est manifesté clairement au cours de la dernière année de guerre en ex-Yougoslavie , qui a montré Américains et Allemands prenant de plus en plus position pour les Croates et les Musulmans , alors que les Français et les Britanniques cherchaient de réaffirmer leur propre impartialité et que les Russes prenaient les défenses des Serbes . Un autre élément révélateur est constitué par l'engagement de l'administration Clinton en faveur de l'admission de l'Allemagne au Conseil de Sécurité des Nations Unies en qualité de membre permanent .

Le choix des Etats-Unis peut apparaître surprenant , compte tenu du fait que les Américains sont intervenus dans la Première et la Deuxième Guerre mondiale afin de ne pas livrer l'Europe à l'Allemagne ; il s'agit , au contraire , d'une manifestation de réalisme politique qui reflète la mutation intervenue dans la structure de l'ordre international . Le système européen d'états n'est plus au centre du monde mais constitue une articulation de la communauté politique globale . Washington , qui s'est

affaibli économiquement et politiquement vis-à-vis du reste du monde, ne peut plus être présent partout ni confier la réalisation de ses propres intérêts à des partenaires faibles qui devraient être secourus successivement. Vu de l'autre côté de l'Atlantique l'Europe c'est un « rim » qui peut être contrôlé de loin en misant sur un partenaire stratégique, le partenaire dans le leadership. Ce partenaire ne peut pas être la France, compte tenu du caractère essentiellement antagoniste de sa politique étrangère vis-à-vis de celle des Etats-Unis, ni le Royaume-Uni, à cause de son déclin. C'est, au contraire, la nouvelle Allemagne à laquelle a été confiée la tâche de réorganiser l'Europe centro-orientale, de soutenir l'effort de conversion à l'économie de marché de l'ex-Union Soviétique et, le cas échéant, de contenir son esprit de revanche.

L'unique barrière à l'expansion allemande dans l'est de l'Europe semble donc être représentée par la Russie, dont l'opposition dans le passé récent s'est fait ressentir toutes les fois que les initiatives de la diplomatie allemande se rapprochaient aux frontières de la CEI et de la sphère d'influence de Moscou dans les Balkans, mais qui, néanmoins, a été très habilement impliquée par le Chancelier Kohl dans une sorte de directoire européen avec la participation de la France.

3 . Les lignes directrices de la politique étrangère de l'Allemagne .

La nouvelle politique étrangère de l'Allemagne semble orientée vers trois objectifs : la restructuration de l'Union Européenne autour du noyau politico-économique allemand, l'absorption de l'Europe centrale et orientale dans la zone géoéconomique du mark, la consolidation de la nouvelle relation de «partnership in leadership» avec les Etats-Unis. La réalisation de cette politique met en cause les relations de Bonn avec Paris, Moscou et Washington et entraîne des changements significatifs dans l'organisation de la sécurité continentale car elle est destinée à se répercuter sur la nature, l'extension et la structure de l'Union Européenne et de l'Alliance Atlantique.

Sur le plan communautaire, les Allemands semblent avoir brillamment résolu le problème «élargissement ou approfondissement» à leur avantage, en imaginant une Europe à cercles concentriques dominée par un centre «carolingien». Les outils essentiels de ce projet sont le Traité de Maastricht, le «noyau dur» et la sélection des partenaires orientaux pour l'association progressive à l'Union Européenne. Le processus de réorganisation territoriale et institutionnelle vient juste de commencer et il reflète déjà, de façon significative, des importants intérêts et valeurs de l'Allemagne. Le Traité de Maastricht peut être considéré comme un passage fondamental du processus au moyen duquel est en train de se concrétiser l'exportation de la constitution économique allemande à l'Europe occidentale entière. Les «sentiers de convergence», par exemple, établis comme essentiels pour participer à l'unification économique et monétaire européenne sanctionnent la primauté de la lutte contre l'inflation sur le droit au travail et, donc, la priorité des lois qui reconnaissent l'autonomie technique et politique des banques centrales vis-à-vis des normes constitutionnelles qui obligent les gouvernements à protéger et augmenter l'emploi. De cette façon, ils consolident et institutionnalisent les bases de l'actuel avantage compétitif de l'Allemagne en Europe, tout en empêchant les membres les plus faibles de stimuler leurs économies respectives au moyen de politiques expansives et de dévaluation de leurs propres devises. Les «sentiers» de Maastricht, en outre, reflètent clairement le désir de la Bundesbank de ne pas répéter les erreurs commises lors de l'unification monétaire allemande : en effet ils semblent être conçus pour sélectionner les partenaires européens dont l'intégration dans l'aire géoéconomique allemande peut se produire sans que la compétitivité de l'Allemagne soit compromise en devant soutenir des coûts excessifs. Les événements qui en septembre 1992 ont conduit à la sortie de la Lire italienne du SME sans que le Franc belge soit dévalué renforcent cette impression.

C'est , donc , seulement au moyen de la création d'un centre directionnel sous contrôle allemand qu'on peut penser à un élargissement de l'Union Européenne qui n'en diminue pas , en même temps , la cohésion . La réalisation de ce projet politique carolingien , cependant , dépend de la disponibilité de la France à sacrifier complètement sa propre souveraineté nationale afin de diluer , dans une dimension continentale , la primauté de l'Allemagne et de l'empêcher de réaffirmer ses dimensions hégémoniques .

Les relations avec Paris sont , donc , fondamentales . Sans la France en effet , n'importe quelle tentative allemande de restructurer politiquement l'Europe autour du «noyau dur» axé sur elle-même se heurterait à des résistances difficilement surmontables . L'entente franco-allemande légitime et normalise l'Allemagne et cela explique l'enthousiasme pour la proposition française de l'Eurocorps , bien que les Etats-Unis et l'OTAN soient considérés comme la garantie fondamentale pour la propre sécurité nationale . L'élargissement de l'Union Européenne à l'Autriche , la Finlande et la Suède participe aux intérêts de l'Allemagne car il transfère de la France à l'Allemagne la position centrale géopolitique dans l'Union Européenne , tout en valorisant le poids démographique de la nation allemande . Il prépare des élargissements ultérieurs : République Tchèque , Pologne , Slovénie , Slovaquie et Hongrie , qui représentent les directions d'expansion du capitalisme allemand . L'extension vers l'Est de la sphère géoéconomique allemande , déterminée aussi par des investissements massifs industriels et d'infrastructures se heurte , néanmoins , au problème de sa protection . Compte tenu des limites actuelles , objectives et subjectives , de la puissance militaire allemande , il n'est pas surprenant que Bonn ait trouvé la solution de ce problème dans l'élargissement de l'OTAN , c'est à dire dans l'extension de la couverture américaine .

4 . La projection globale des intérêts économiques allemands et la revendication d'un nouveau statut international .

La dimension européenne , sans doute , n'épuisera pas la politique étrangère de l'Allemagne , bien qu'elle soit destinée à en constituer le trait dominant . Cela est clairement affiché dans le Livre Blanc du Ministère Fédéral de la Défense édité en 1994, sous forme de choix dans le domaine de politique de sécurité , qui fournit des occasions de réflexion intéressantes sur la géopolitique de l'Allemagne réunifiée .

Le caractère intercontinental de la politique de sécurité allemande , qui est en train de s'accroître , dépend essentiellement de deux éléments .

D'un côté , l'Allemagne peut être conditionnée par la matérialisation de quelques facteurs de risque extrarégionaux . L'instabilité politique , le sous-développement économique et la dégradation de l'environnement , partout où ils se produisent , peuvent avoir des répercussions sur la sécurité nationale allemande , en causant , par exemple , des afflux migrateurs massifs , des étranglements dans le mécanisme d'approvisionnement énergétique ou une entrave pour les exportations . D'un autre côté la projection des intérêts économiques et politiques allemands a , désormais , une échelle globale . L'Allemagne est la troisième puissance industrialisée du monde et son rôle financier est en forte expansion , comme en témoigne l'augmentation du poids du mark dans l'ensemble des réserves mondiales . La conservation et l'amélioration de cette position , qui constitue la base des très élevés standards de vie des citoyens allemands , sont des objectifs fondamentaux pour Bonn et requièrent que l'Allemagne étende le «bras» de sa politique , y compris celui de sa politique de sécurité . En effet , ils sont soumis à des tensions compétitives qui proviennent de tous coins de la planète .

Les compétiteurs mondiaux majeurs de l'Allemagne sont les Etats-Unis et le Japon , mais , dans un système économique et financier qui s'est globalisé , des nouveaux défis peuvent être posés par les pays émergents . La réponse de l'Allemagne a été , jusqu'à maintenant , européenne et s'est concrétisée dans l'exportation du «modèle rhénan» à l'Europe communautaire entière et dans l'intégration des Etats de l'Europe centro-

orientale dans le circuit autoreproducteur de sa richesse nationale . Cette politique a jusqu'à maintenant réalisé le mieux possible les intérêts économiques et politiques de l'Allemagne mais , à court et moyen termes , elle pourrait s'avérer inadéquate , surtout si la compétition économique mondiale s'intensifiait et en cas d'échec du processus d'unification européenne , avec l'inévitable montée des antagonismes parmi les principales puissances continentales .

C'est aussi pour cette raison que l'Allemagne est en train d'élargir sensiblement la sphère géographique de ses propres initiatives de politique étrangère , de sécurité et commerciale . Il est possible de détecter les traces , aussi bien directes qu'indirectes , de cette nouvelle orientation . L'Allemagne soutient la Turquie , accroît son rôle dans la Méditerranée et au Moyen Orient , se soucie du sort de sa communauté ethnique au Kazakhstan et à Kaliningrad , investit significativement en Iran , s'intéresse à l'Amérique du sud (Latein Amerika Konzept) et se prépare à retourner en Afrique au moyen d'une politique pour la coopération au développement qui dispose de ressources importantes et qui exploite de façon organique le réseau de ses propres opérateurs religieux et laïcs volontaires ainsi que la coopération militaire (en 1992 officiers et sous-officiers allemands collaboraient à l'entraînement des militaires du Benin , du Botswana , du Cap Vert , de la Namibie , du Niger , du Ruanda , du Senegal , de la Tanzanie , du Zambie et du Zimbabwe) . L'Asie n'est pas exclue de cet effort . Significativement , c'est au Moyen Orient , en l'Asie du Sud-Est et en Afrique que se sont déroulées les premières sorties extra-territoriales de l'Armée de Terre allemande .

La puissance économique garantit à l'Allemagne un fort pouvoir de conditionnement international , non seulement pour l'accès à des directoires internationaux qu'elle implique mais aussi pour l'influence globale que les décisions d'une grande puissance industrielle et financière procurent . La Bundesbank , par exemple , est considérée comme une banque centrale pesant sur l'économie des Etats-Unis au moins autant que la Federal Reserve Board . Ses décisions en matière de taux d'intérêts, en effet , influencent profondément les cotations du Dollar , les flux commerciaux entre les deux bords de l'Atlantique et les capacités d'auto-financement du système industriel et financier des U.S.A. . Vis-à-vis de cette transformation des matrices de la puissance géoéconomique , même le statut de puissance nucléaire perd de l'importance . Le positionnement géopolitique de l'Allemagne dans le système des relations internationales est garanti par sa force économique . En outre , le statut de grande puissance peut être assuré formellement par la conquête du titre de membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui représente l'une des ambitions politiques de la nouvelle Allemagne . C'est aussi en fonction de cet objectif que les Allemands sont en train de préparer leur instrument militaire pour les engagements hors de leur territoire. L'Allemagne , enfin , réalise un conditionnement des événements politiques internationaux au delà des frontières européennes au moyen de sa présence dans les organismes directifs de l'Alliance Atlantique et de l'UEO , qui désormais prennent des décisions aussi par rapport aux crises extra -continentales .

Là où ils ont des intérêts politico-économiques importants , les Allemands arrivent de toute façon à se faire écouter . Ce qui s'est passé dans les Balkans devrait être considéré comme un cas exemplaire .L'Allemagne a forcé la reconnaissance internationale de la Slovénie ,de la Croatie et de la Bosnie et , sans placer un seul soldat sur le territoire de l'ex-Yougoslavie jusqu'à la fin de 1995 , elle a obtenu son inclusion dans le «Groupe de Contact» .

Etroitement liée aux intérêts politico-économiques , la normalisation est recherchée de façon systématique , en éliminant toute résistance psychologique interne et externe à son développement politique et acquérant sur le plan international un niveau correspondant à l'importance de sa puissance économique . Un exemple très clair est représenté par la normalisation des relations avec la République Tchèque sur la question des Sudètes .Bonn sait qu'elle doit placer la croissance de ses responsabilités

et potentialités géopolitiques dans le cadre rassurant de l'appartenance à la communauté occidentale .Cela explique bien pourquoi la diplomatie allemande ait attribué à l'approche multilatérale un rôle fondamental dans la gestion de la politique de sécurité nationale . Ne disposant encore ni de la force ni de la légitimation pour pouvoir agir de manière autonome , Bonn doit poursuivre la réalisation de ses intérêts nationaux en agissant à l'intérieur des alliances et des forums dont elle fait partie . Les Allemands savent , en outre, que , ainsi faisant , ils rassurent leurs partenaires occidentaux , en leur donnant l'illusion de garder sur leur pays une certaine forme de contrôle qui , en réalité , est éludée au moyen des initiatives de la diplomatie «couverte» et des « sujets non gouvernementaux » , parmi lesquels se distinguent les Länders , les banques , les entreprises industrielles et associations de toutes sortes .

Pour cet ensemble de raisons , la survie d'une OTAN forte , vitale et crédible est un point fixe de la politique étrangère et de sécurité allemande , ainsi que l'engagement pour son élargissement rapide vers l'Est . En «atlantisant» ses objectifs , entre autres , Bonn multiplie sa propre capacité de levier politique et réporte à moyen/long terme les dépenses d'investissement nécessaires pour exercer des responsabilités internationales plus importantes . La confirmation du choix pro-atlantique du gouvernement de Bonn a été sans doute facilité même par l'instauration d'une conjoncture politique particulièrement favorable dans les relations avec les Etats-Unis ; ceci c'est traduit dans une série des conditionnements importants pour la politique de défense et la politique de sécurité de l'Allemagne . En particulier c'est la restructuration de la Bundeswehr qui est en train d'être influencée , avec une intégration de plus en plus profonde de ses unités dans les formations multinationales de l'OTAN . A des conséquences semblables a porté aussi la politique européenne allemande . Pour rassurer la France , en effet , on a décidé de ne pas faire tomber la coopération entamée en 1988 avec la création du Conseil de Défense et Sécurité franco-allemand et la constitution de la Brigade franco-allemande et de concourir à la fondation de l'Eurocorps . Des nouveaux engagements ont été , en outre , conclus tels que , par exemple , un accord avec la Belgique , les Pays-Bas et la Norvège , pour l'augmentation de la capacité de transport aérien , tout en réduisant le coût , au moyen de la mise en commun des propres vecteurs , ou un accord avec les Pays-Bas , pour la création d'un Corps d'Armée commun .

Conclusion .

L'unification a été , même pour l'Allemagne , un véritable choc qui a contraint les élites et l'opinion publique à réfléchir sur le rôle du pays dans le contexte du nouveau système politique international . Le caractère soudain de ce changement explique le fait que certains choix de politique étrangère ont donné l'impression d'une certaine indécision ou réticence à assumer des responsabilités accrues . A ce sujet , la discussion et les polémiques internes sur l'engagement hors des frontières nationales de la Bundeswehr reflète aussi bien la soudaineté du changement que le manque d'une panoplie d'outils bien adaptés pour y faire face . Tout cela , et la situation encore évolutive du système des relations internationales , rendent encore plus difficile la définition de la géopolitique allemande .

La fin du bipolarisme a remis en mouvement l'histoire . La redécouverte en Europe de l'Etat-Nation , de ses fonctions et de sa capacité d'exprimer au niveau international , avec des politiques autonomes , les aspirations et les attentes des peuples a déjà produit des effets importants . Dans ce contexte , l'Allemagne a du redéfinir le concept d'intérêt national et son rôle , en étant bien consciente des opportunités que lui donne sa position géographique et sans oublier aussi bien son poids économique que les enseignements tirés de l'expérience de puissance civile , orientée plutôt vers les moyens et les objectifs économiques dans les relations extérieures, à laquelle la fin du deuxième conflit mondial l'avait condamnée .

La mondialisation et les enjeux économiques sont bien présents dans les soucis de l'Allemagne , surtout dans un monde qui semble privilégier la géoéconomie à la géopolitique et compte tenu de la projection globale des ses intérêts économiques . La République Fédérale semble interpréter son rôle de puissance en développant une géopolitique qui vise à la protection de ses intérêts au moyen de l'exploitation de sa position géographique et d'une politique multilatérale , dans laquelle l'accent est mis sur la capacité d'influencer à son propre avantage les institutions et les instances économiques , politiques et de sécurité auxquelles elle participe , en y prenant le rôle de leader ou d'élément catalyseur , afin de mieux contrôler et gérer les événements . Dans un monde dominé par la globalisation des échanges et des informations l'Allemagne n'est plus un compétiteur global qui lance son défi au moyen de sa force militaire mais un pays qui consolide sa sécurité et ses intérêts en utilisant la stratégie indirecte économique et en obtenant le consensus au moyen de l'intégration .

BIBLIOGRAPHIE

C. JEAN , Geopolitica , Laterza , 1995

P. GUILLEN , La question allemande , Imprimerie National , 1996

Y . LACOSTE , Allemagne , dans « Dictionnaire Géopolitique des Etats » , Flammarion ,1995

P. BONIFACE , L'Allemagne , dans « Atlas des Relations Internationales » , Institut de Relations Internationales et Stratégiques , 1993

Ministère fédéral de la Défense , Livre blanc 1994 , Bonn , 1994

N. BLANC-NOËL , Changement de cap en mer baltique , Centre d'analyse politique comparé, Fondation pour les Etudes de Defense nationale ,1992

U. NERLICH , L'Allemagne - un pays comme les autres ? , Politique Etrangère , Printemps 1995

J. PISANI-FERRY , L'Europe à géometrie variable , Politique Etrangère , Eté 1995

H. W. MAULL , Allemagne et Japon: deux pays à suivre , Politique Etrangère , Eté 1995

J.JANNING , La politique européenne de l'Allemagne , Politique Etrangère , Printemps 1996

MOREAU DEFARGES , La France , province de l'Union européenne ? , Politique Etrangère Printemps 1996

K. KINKEL , L'agenda européen à l'horizon 2000 , Politique Etrangère , Automne 1996

M. STUERMER , 1989 : les conséquences pour l'Allemagne , Politique Etrangère , Automne 1996

J. JANNING- W.WEIDENFELD , La nouvelle Europe : stratégies d'intégration différenciée , Politique Etrangère , Automne 1996

H.-P. SCHWARZ , La nouvelle idéologie allemande : «l'Europe» , Politique Etrangère , Automne 1996

H. HAFTENDORN , Le triangle stratégique Paris-Bonn-Washington , Politique Etrangère , Automne 1996

P. SCHMIDT , La politique de sécurité européenne de l'Allemagne , Politique Etrangère , Automne 1996

A. SAUDER , Défense française et coopération franco-allemande , Politique Etrangère , Automne 1996

H. STARK , Allemagne-Russie : les aléas d'un partenariat difficile , Politique Etrangère , Automne 1996

M. WOHLFELD , L'Allemagne et l'Europe centrale , Politique Etrangère , Automne 1996

N. WALTER , L'Allemagne dans la crise , Politique Etrangère , Automne 1996

H. UTERWEDDE , La fin des certitudes , Politique Etrangère , Automne 1996

R. PICHT , Pouvoir présidentiel et société civile : les enjeux des relations franco-allemandes , Relations Internationales et Stratégiques , Printemps 1997

A. BAZIN , Tchèques et Allemands sur la voie d'une difficile réconciliation , Relations internationales et stratégiques , Été 1997

K. LAMERS , L'Allemagne et les années «euro» , Politique internationale , Printemps 1997

H. MENUQUIER , Allemagne : la confiance retrouvée , La documentation française , N° 5017-18 , 1995

H. W. MAULL , Germany in the Yugoslav Crisis , Survival , Winter 1995-1996

F. GUERARD , L'évolution des forces politiques en Allemagne , La documentation française , N° 762 , 1996

H. MENUQUIER , 1995 : un bilan , Documents , N°1/96

A. FRISCH , L'Allemagne et la défense européenne , Documents , N°1/96

B. BRIGOULEIX , Paris , Bonn et l'ex-Yougoslavie : histoire d'un malentendu ? , Documents , N°1/96

J.-L. DELPUCH , Relations germano-tchèques: le grand chassé-croisé de l'histoire , Documents , N°2/96

J. GROTZKY , Un point de vue allemand sur l'état actuel des relations germano-tchèques , Documents , N°2/96

D. KASTRUP , Il ruolo della Germania in Europa , Affari Esteri , Inverno 1996

M. KORINMAN , Euroregioni o nuovi Länder , Limes , 4/1993

F.-J. MEIERS , Germany : the reluctant power , Survival , Autumn 1995

W. WAGNER , Der ständige Sitz im Sicherheitsrat , Europa Archiv , Oktober 1993

P. MARCOVICI , De Nuremberg à Nuremberg , Le Spectacle du Monde , Avril 1997

A. COWELL , Germany wants to be 'normal', but history keeps getting in the way ,
Herald Tribune , 25 Novembre 1997